

Working paper

2015-08

ENQUETE SUR LE TRESOR CACHE DES COUPLES MONO-ACTIFS

Guillaume ALLEGRE
OFCE-SCIENCES PO

Henri MARTIN
ENSAE

Mars 2015

ofce

Enquête sur le trésor caché des couples mono-actifs

Cette recherche a bénéficié d'un financement du Ministère chargé des droits des Femmes via une convention pluriannuelle de partenariat entre l'OFCE-PRESAGE et le Ministère des droits des femmes.

Guillaume ALLÈGRE

Henri MARTIN

17 mars 2015

Abstract

A partir des *Enquêtes Budget des Familles* de l'INSEE, ce travail propose d'étudier les différences de consommation entre les couples bi-actifs et mono-actifs. Alors qu'une précédente étude¹ a montré que toutes choses égales par ailleurs un couple mono-actif consacrait en moyenne **une heure quotidienne** de plus qu'un couple bi-actif aux tâches domestiques, nous tentons ici d'évaluer les éventuelles économies qui en découlent pour le ménage. En recourant à deux méthodes d'estimation différentes, l'une par régression multilinéaire, l'autre par matching il ressort qu'à revenu égal, les ménages mono-actifs dépensent en moyenne environ **2 000 euros de moins** que les ménages bi-actifs tous les ans. Néanmoins, il n'est pas certain que la totalité de cette somme soit imputable à un surplus de travail domestique : il peut également s'expliquer par des comportements d'épargne différents. Notons que ce chiffre est légèrement inférieur au montant de 2 700 euros annuels qui correspond à la valorisation au SMIC horaire net de l'heure de travail domestique supplémentaire.

1. Allègre G., Bart V., Castell L., Lippmann Q., Martin H. (2014), *Travail domestique : les couples mono-actifs en font-ils plus ? Une exploitation de l'Enquête Emploi du Temps*, Document de travail numéro 14 de l'OFCE, septembre 2014

Table des matières

1	Introduction	1
2	Panorama de la littérature	1
3	Les données	5
4	Eléments de statistiques descriptives	7
5	Quel regard les couples mono-actifs portent-ils sur leur niveau de vie ?	12
6	Estimation des économies liées à la mono-activité	15
6.1	L'estimation par régression multilinéaire	16
6.2	L'estimation par matching	20
7	Conclusion	23
8	Bibliographie	24

1 Introduction

Dans le système socio-fiscal français (que ce soit pour le barème de l'impôt sur le revenu ou les dispositifs sociaux comme le RSA), deux couples ayant le même revenu sont supposés avoir le même niveau de vie, que les deux membres du couple travaillent (bi-activité) ou que l'un des conjoints soit inactif (mono-activité). Pourtant, dans le second cas le membre inactif du couple peut assurer certains services (garde d'enfant, trajets, ménage,...) que le couple bi-actif devra payer. Le niveau de vie *effectif* est donc susceptible d'être supérieur pour le couple mono-actif. Précisons tout de même que les couples bi-actifs disposent par construction d'un revenu supplémentaire par rapport aux couples mono-actifs : si l'inactivité de l'un des conjoints permet d'accroître la production domestique elle implique aussi un coût d'opportunité qui correspond au renoncement à un second salaire. Notre objectif consiste ici à évaluer à revenu du ménage égal le montant des économies permises par la mono-activité. Pour cela, nous comparerons à revenu égal les structures de consommation des couples bi-actifs et mono-actifs.

2 Panorama de la littérature

L'entrée massive des femmes sur le marché du travail constitue un des phénomènes sociaux majeurs des cinquante dernières années. En 2013, 76% des femmes de 25 à 49 ans sont en emploi, soit seulement 9 points de moins que les hommes¹. Les femmes étant plus souvent à temps partiel, en équivalent temps plein, l'écart est plus important et atteint 15 points. Mais l'écart s'est resserré de 4 points entre 2003 et 2011 (Guedj, 2013). Chez les couples, le modèle mono-actif est en régression et celui de l'homme travailleur principal ne constitue plus la norme (Stancanelli, 2006). Toutefois, notre État social et sa fiscalité se sont construits autour du modèle de «Monsieur Gagne-pain et Madame Au foyer».

Il est souvent rappelé dans le débat que les couples mono-actifs n'ont pas besoin d'externaliser une partie des tâches domestiques et familiales contrairement aux couples bi-actifs, ce qui leur procure un avantage économique important. En termes de politiques publiques, la non prise en compte de l'avantage de la monoactivité est une des critiques

1. Source INSEE, *Enquête Emploi*.

adressée au système de quotient familial (ou d'imposition conjointe) qui régit l'imposition sur le revenu. En effet, par rapport à l'imposition individuelle, l'imposition conjointe favorise les couples mono-actifs car elle permet de diviser le revenu du conjoint actif avant d'appliquer le barème progressif². Si l'avantage économique de la monoactivité est souvent souligné, il est plus rarement estimé. Il existe plusieurs méthodes pour estimer cet avantage.

Une première approche consiste à mesurer et valoriser le surplus de travail domestique réalisé par les couples mono-actifs par rapport aux couples bi-actifs. C'est la méthode utilisée par Allègre et al. (2014) sur les données françaises d'emploi du temps des ménages. L'étude conclut que les couples monactifs consacrent en moyenne environ une heure quotidienne supplémentaire aux tâches domestiques. Valorisée au SMIC horaire net, cette heure de travail domestique correspond à un montant annuel de 2 700 euros. Sur données néerlandaises et en valorisant le travail domestique au prix de marché ou au coût d'opportunité, Homan et al. (1991) concluent que les différences de revenus ajustés entre couples mono-actifs et couples bi-actifs sont peu significatives.

Une seconde approche, utilisée ici, consiste à partir du budget des ménages pour estimer des niveaux de vie en comparant la consommation des différents types de ménage. Il existe relativement peu d'études ayant utilisé la consommation des ménages pour estimer des différences de niveau de vie entre couples mono-actifs et couples bi-actifs. Sur données américaines, Lazear et Michael (1980) estiment une échelle d'équivalence par la méthode des préférences révélées. Cette méthode est généralement utilisée pour estimer les échelles d'équivalence selon le nombre d'adultes et d'enfants qui composent le ménage (voir Hourriez et Olier, 1997). Dans ce type de méthodes, des hypothèses identificatrices sont nécessaires. Lazear et Michael font l'hypothèse que les couples mono et bi-actifs ont la même demande sous-jacente de services. Les différences de consommation s'expliquent seulement par le fait qu'ils transforment différemment les biens en service selon leur temps

2. L'impôt est ensuite remultiplié par le nombre de parts de quotient familial, de sorte que le système n'est avantageux que dans la mesure où le barème est progressif. Si le taux d'imposition est constant, l'avantage de l'imposition conjointe est nul.

disponible, les couples mono-actifs ayant par construction plus de temps disponible que les couples bi-actifs. Les auteurs trouvent une échelle d'équivalence égale à 1.3 pour les couples bi-actifs par rapport aux couples mono-actifs : pour atteindre le même niveau de services (niveau de vie), les couples bi-actifs doivent avoir en moyenne un revenu 30% supérieur aux couples mono-actifs. Or, dans leur échantillon de jeunes couples sans enfant, le revenu disponible des couples bi-actifs n'est que 20% supérieur à celui des couples mono-actifs : les auteurs concluent donc que les couples bi-actifs ont en fait un niveau de vie réel plus faible que les couples mono-actifs.

Sans aller dans une analyse en termes d'échelle d'équivalence, un certain nombre d'études sur les enquêtes budgétaires américaines, ont tenté d'estimer, le surcoût du travail des femmes chez les couples et l'ont comparé aux gains en termes de revenus supplémentaires. Perzeszty (1986) trouve que les femmes en emploi dépensent plus en garde d'enfants, vêtement féminin, repas et services domestiques. Une fois que ces coûts supplémentaires sont pris en compte, le gain à l'emploi serait encore positif mais réduit de 46%. Hanson et Ooms (1991) trouvent qu'en tenant compte des coûts liés à l'emploi (surtout les gardes et les services domestiques), l'avantage de revenu des couples bi-actifs passe de 38% à 24% (soit une baisse de 36% du gain à l'emploi). De même que chez Strober et Weinberg (1977), les auteurs soulignent que le coût relatif n'est pas nécessairement linéaire par rapport au revenu. Strober et Weinberg concluaient en effet que le coût était plus important chez les familles de revenus moyens : les familles à haut revenus ne modifient pas leur consommation tandis que les familles à bas revenus trouvent des moyens économes de palier à la biactivité (notamment par des gardes familiales gratuites). Par contre, selon Hanson et Ooms, les coûts sont les plus élevés pour les familles à hauts-revenus : les dépenses liées à l'emploi réduisent de 68% l'avantage de revenu des couples bi-actifs à hauts revenus contre 56% pour les couples à revenus moyens et 46% pour les couples à bas-revenus. Selon Bellante et Foster (1984), après contrôle de facteurs démographiques, les seules dépenses supplémentaires liées à la biactivité sont la garde d'enfant et les repas pris en dehors du foyer. Contrairement à d'autres études, les bi-actifs ne dépenseraient pas plus en services domestiques marchands (ménage...). Rubin et al. (1989) concluent que le fait que la femme travaille ou non n'est pas un déterminant majeur de

la structure de consommation, notamment pour les foyers les plus aisés (gagnant plus de 40 000 dollars). Jacobs conclut que l'impact du travail féminin sur la consommation est faible : les familles biactives dépensent juste 17% de plus par an pour les gardes d'enfant. Les dépenses de vêtement féminin ou de repas à l'extérieur sont légèrement plus élevées que dans le groupe de contrôle de familles monoactives, mais l'écart se resserre, ces dépenses ayant tendance à augmenter plus dans les familles monoactives. Finalement, dans toutes ces études sur données américaines, et relativement datées, les coûts estimés liés à la biactivité sont assez hétérogènes mais majoritairement dus aux gardes d'enfants. On ne peut donc pas généraliser leurs résultats (par exemple à la France d'aujourd'hui) puisqu'ils sont très dépendants des coûts des gardes d'enfants. Or ces derniers sont amenés à varier dans le temps et l'espace en fonction notamment des choix de chaque état en matière de politique publique dans le domaine de la petite enfance³.

Sur données plus récentes, Lee et al (2011) estiment également le coût de la biactivité à partir des enquêtes de consommation. Les coûts estimés par les auteurs sont en grande majorité liés au système socio-fiscal et se répercutent ainsi sur le revenu disponible. Sur un coût total moyen estimé de 4 225 dollars annuels, les coûts en termes de dépenses supplémentaires sont estimés à seulement 15% du total, soit environ 600 dollars. Toutes choses égales par ailleurs, les foyers bi-actifs dépensent moins que les foyers mono-actifs, ce qui est présenté comme contre-intuitif : les auteurs s'attendaient à ce que les foyers bi-actifs consomment plus de biens ou services marchands pour compenser la perte de temps libre. Les auteurs trouvent également qu'il y a convergence dans la consommation des couples mono et bi-actifs et concluent que les modes de production domestique ont changé aux Etats-Unis, peut-être parce que les ménages ont aujourd'hui accès à des services marchands économiques pouvant remplacer la production domestique à la fois chez les couples mono et bi-actifs.

3. Ainsi, on peut penser que ces coûts sont moindres dans le cas français en raison des nombreuses structures d'accueil présentes sur le territoire et des politiques publiques comme la PAJE (Prestation Accueil Jeunes Enfants) qui aident financièrement les ménages concernés.

3 Les données

Pour mener cette étude, nous disposons des données des *Enquêtes Budget des Familles* de l'INSEE pour les périodes 2000-2001, 2005-2006 et 2010-2011. Dans ces enquêtes, le ménage constitue l'unité statistique de référence. Il s'agit de l'ensemble des personnes (apparentées ou non) qui partagent de manière habituelle un même logement (que celui-ci soit ou non leur résidence principale) et qui ont un budget en commun². Notons que cette définition n'est en vigueur que depuis 2005 et que par conséquent la définition du ménage était différente pour l'enquête de 2000-2001 : le budget commun ne figurait pas parmi les conditions nécessaires pour être membre d'un même ménage. L'*Enquête Budget des Familles* détaille pour un échantillon de ménages à la fois les revenus et les dépenses (par postes de consommation) sur une période hebdomadaire. La nomenclature des dépenses de consommation (qui ne change qu'à la marge entre les différentes enquêtes) est précisée dans l'encadré 1. A cela s'ajoutent des variables sociodémographiques sur la composition du ménage et sur le ressenti de celui-ci face à sa situation financière.

Encadré 1

DÉFINITION DES FONCTIONS DE CONSOMMATION

Les fonctions de consommation utilisées dans le cadre de cette étude reprennent très largement la nomenclature de l'*Enquête Budget des Familles*. Cet encadré propose d'exposer rapidement les dépenses qui concernent chacune d'entre elles.

- Le poste *alimentation* rassemble l'essentiel des dépenses consacrées à l'alimentation : viandes, pain, produits laitiers, légumes, fruits, épicerie, boissons (hors alcool).
- Le poste *alcools et tabacs* regroupe les dépenses en alcools et tabacs auxquelles s'ajoutent les stupéfiants.
- Le poste *vêtements* regroupe l'ensemble des dépenses liées à l'habillement (chaussures, vêtements, réparation,...).

2. Définition de l'INSEE depuis 2005

- Le poste *logement* inclut à la fois les loyers (y compris fictifs), les charges liées au logement (eau, électricité, gaz, fuel), les frais d’entretien ou de réparation, et l’achat de meubles et d’équipements électroménagers. Il comprend également les services ménagers (garde d’enfant à domicile, femme de ménage,...).
- Le poste *santé* concerne les dépenses en médicament, matériel médical, consultation médicale et frais d’hospitalisation.
- Le poste *transport* couvre les dépenses d’achat, d’entretien et de fonctionnement (carburant, parking) d’un véhicule (automobile, deux roues, vélo). A cela s’ajoutent les coûts engendrés par les transports en commun (métro, train, bateau, avion).
- Le poste *communication* regroupe les dépenses de télécommunication (achat et entretien d’un téléphone ou d’un télécopieur) et celles liées aux services postaux.
- Le poste *loisirs et culture* se compose des dépenses liées aux équipements audiovisuels (télévisions, lecteurs de DVD, cinéma, informatique, ...), musicaux (équipements pour le son, instruments de musique), au jardinage (équipements, plantes, ...). A cela s’ajoutent les jeux pour enfants, les voyages à forfait, les zoos, les dépenses liées aux animaux domestiques et les dépenses en livres et presse.
- Le poste *enseignement* rassemble les frais de scolarité et de concours ainsi que les cours particuliers, ou par correspondance. De par sa taille réduite ce poste a souvent été regroupé avec le poste *loisirs et culture*.
- Le poste *restauration et hôtels* couvre en fait l’ensemble des dépenses liées à l’hébergement et à l’alimentation hors domicile : hôtels, gîtes, campings, CROUS, internats, restaurants, bars, cafés et cantines (scolaires et professionnelles).
- Le poste *divers* est très hétéroclite. Il regroupe les dépenses de coiffeurs, d’assurances, de services financiers, de services sociaux (crèche, études, maison de retraite, assistante maternelle) et services en tout genre (frais de justice, honoraires d’avocats, consignes, graphologie, caution, ...). Figurent également les achats de bijoux.

4 Éléments de statistiques descriptives

Donnons d'abord quelques éléments de statistiques descriptives pour distinguer les couples mono-actifs des couples bi-actifs : les caractéristiques sociodémographiques et les structures de consommation.

TABLE 1 – *Caractéristiques des couples mono-actifs et bi-actifs*

	Bi-actifs	Mono-actifs
Effectifs	4 445	1 808
Age de la PR du ménage	42 ans	47 ans
Moins de 25 ans	3.6%	4.6%
Entre 25 et 35 ans	19.3%	14.5%
Entre 35 et 45 ans	33.9%	22.7%
Entre 45 et 55 ans	31.8%	26.9%
Plus de 55 ans	11.4%	31.3%
Nombre d'enfants		
Pas d'enfant	29.9%	43.9%
1 enfants	26.2%	19.9%
2 enfants	33.3%	18.3%
3 enfants et plus	10.6%	17.9%
Statut d'occupation du logement		
Locataire	31%	40%
Propriétaire	65%	57%
CSP de la personne de référence		
Agriculteur	2.5%	1.5%
Artisan, commerçant	8.4%	11.3%
Cadre et prof. libérale	20.9%	16.8%
Profession intermédiaire	27.4%	18.3%
Employé	16.4%	19.6%
Ouvrier	24.6%	32.4%

	Bi-actifs	Mono-actifs
Lieu de résidence		
Rural	28.1%	23.6%
Ville de moins de 200 000 habitants	35.2%	37.1%
Grande ville (plus de 200 000 habitants)	20%	23.3%
Paris	16.7%	16%
Niveau de vie		
1 ^{er} quintile	11.8%	40%
2 ^e quintile	20.5%	21.3%
3 ^e quintile	21.3%	14.1%
4 ^e quintile	22.8%	13%
5 ^e quintile	23.6%	11.6%

Lecture : 40% des ménages mono-actifs sont locataires de leur logement contre 31% des ménages bi-actifs. En moyenne, l'âge de la personne de référence d'un ménage mono-actif est de 47 ans contre 42 ans pour un ménage bi-actif

Champ : 6 253 ménages comportant un couple dont la personne de référence est âgée d'au moins 18 ans et de plus de 64 ans de l'*Enquête Budget des Familles 2010-2011*

Source : *Enquête Budget des Familles 2010-2011*, INSEE

Les couples mono-actifs sont en moyenne plus âgés que les autres : la personne de référence a en moyenne 5 ans de plus que pour un couple bi-actif. Cela peut s'expliquer par un *effet de génération* : les femmes travaillant davantage qu'avant les nouvelles générations ont moins de chance d'être inactives. Cet effet peut aussi se refléter dans le nombre d'enfant à charge : plus de 43% des couples mono-actifs n'ont pas d'enfant à charge (probablement parce que ces derniers ont déjà quitté le domicile parental). Remarquons aussi que la mono-activité est concentrée sur des catégories sociales «modestes», moins qualifiées notamment les ménages dont la personne de référence (le conjoint la plupart du temps) est un ouvrier ou un employé. En raison de l'homogamie, ces femmes souvent peu qualifiées sont peu incitées à exercer un emploi, souvent pénible et mal rémunéré. Le coût d'opportunité de la reprise d'activité est élevé. Cet effet de structure est

aussi de nature à expliquer la surreprésentation de ménages mono-actifs dans le premier quintile de revenu rapporté (40%) aux nombre d'unités de consommation même si par construction les couples mono-actifs ne disposent que d'un salaire contre deux pour les bi-actifs. Remarquons également que les couples mono-actifs sont moins souvent ruraux que les couples bi-actifs.

Encadré 2

QUELLE DÉFINITION DU REVENU ?

La définition choisie pour le revenu du ménage s'avère déterminante sur les estimations. Le revenu, noté R est le *revenu disponible* du ménage qui inclut à la fois les revenus du travail, revenus financiers, et prestations sociales desquels sont déduits les impôts. Cette définition est celle donnée par l'INSEE.

TABLE 2 – *Comparaison des structures de consommation entre ménages mono-actifs et bi-actifs*

	Bi-actifs	Mono-actifs
Revenus	58 928	43 724
Dépenses		
Alimentation	5 795 (13.5%)	5 274 (15.2%)
Alcools et tabacs	1 007 (2.3%)	942 (2.7%)
Vêtements	2 101 (4.9%)	1 647 (4.8%)
Logement	12 433 (28.9%)	10 398 (30.0%)
Santé	628 (1.5%)	501 (1.4%)
Transport	7 118 (16.5%)	5 946 (17.1%)
Communications	1 169 (2.7%)	1 024 (3.0%)
Loisirs et culture	3 852 (10.0%)	2 864 (8.3%)
Hôtels et restaurants	3 276 (7.6%)	1 931 (5.6%)
Divers	5 623 (13.1%)	4 098 (11.8%)
Total des dépenses	43 002	34 625

Lecture : Un ménage mono-actif dépense en moyenne 5 274 euros annuels pour l'alimentation ce qui représente 15.2% de ces dépenses. Ces chiffres sont respectivement de 5 795 euros et 13.5% pour un ménage bi-actif.

Champ : 6 253 ménages comportant un couple de l'*Enquête Budget des Familles 2010-2011*

Source : *Enquête Budget des Familles 2010-2011*, INSEE

Les différences de revenus et de dépenses de consommation entre les couples bi-actifs et mono-actifs sont assez peu lisibles en raison des caractéristiques très différentes de ces deux groupes. Logiquement les couples mono-actifs ont un revenu plus faible. En même temps, le revenu ne suffit pas à déterminer *le niveau de vie* qui dépend aussi fortement de la composition démographique du ménage (âge et nombre des habitants du ménage). Or de ce point de vu, l'effet est ambigu : les couples mono-actifs sont surreprésentés à la fois parmi les couples sans enfant à charge (typiquement des couples au sein desquels l'un des membres est à la retraite) et les couples avec plus de trois enfants à charge. Il

est ainsi difficile de saisir leur niveau de vie même si près de 40% de ces couples figurent dans le dernier décile du revenu en unités de consommation du ménage. Par ailleurs, les couples mono-actifs sont moins souvent propriétaires de leur logement et plus souvent ouvriers ou employés, autant d'éléments susceptibles d'influencer leurs comportements de consommation. A la lumière de ces éléments, nous constatons que les couples mono-actifs consacrent une part plus importante de leur budget que les couples bi-actifs pour les dépenses contraintes comme l'alimentation, le logement et les transports. A l'inverse, les couples bi-actifs qui bénéficient globalement d'un meilleur niveau de vie dépensent davantage pour les loisirs, les hôtels et les restaurants.

A ce stade, nous avons tenté de mettre en lumière par des éléments de statistiques descriptives les éventuelles économies issues de la mono-activité. Néanmoins cet objectif s'est avéré difficilement atteignable. Le principal effet de structure entre ces deux populations étant le revenu du ménage, il est possible de comparer les couples bi-actifs et mono-actifs au sein de chaque quintile de niveau de vie. Cependant, au sein même des quintiles de niveau de vie, les couples mono-actifs avaient toujours un revenu significativement plus faible que les couples bi-actifs. A cela s'ajoute l'inégale distribution des compositions démographiques au sein des quintiles. Ainsi, dans le dernier quintile de niveau de vie la plupart des ménages mono-actifs n'ont pas d'enfant à charge ce qui n'était pas le cas des ménages bi-actifs.

5 Quel regard les couples mono-actifs portent-ils sur leur niveau de vie ?

Dans cette section, nous nous demandons quelle perception ont les couples mono-actifs de leur niveau de vie. Plus précisément, nous nous demandons si, à revenu égal les couples mono-actifs se sentent effectivement plus riches que leurs homologues bi-actifs. Etant donné les résultats des estimations précédentes nous nous attendons à un effet positif de la mono-activité sur le niveau de vie ressenti. Pour investiguer cette question, l'*Enquête Budget des familles* propose deux questions exploitables. La première est la variable AISE et correspond à la réponse à la question suivante sous la forme de cinq modalités :

A propos de votre budget pouvez-vous me dire ce qui convient le mieux à votre cas ?

- *Vous êtes à l'aise*
- *Ca va*
- *C'est juste, mais il faut faire attention*
- *Vous y arrivez difficilement*
- *Vous ne pouvez pas y arriver sans faire de dettes*

Notons que dans chacune des trois enquêtes la question est posée dans les mêmes termes mais que pour l'enquête de 2000-2001, la dernière modalité n'est pas proposée. La seconde variable intitulée NIVEAU a été introduite lors de l'enquête de 1995 :

Comment pourriez-vous qualifier votre niveau de vie ?

- *Très élevé*
- *Elevé*
- *Moyennement élevé*
- *Moyennement faible*
- *Faible*
- *Très faible*

Pour obtenir un résultat de type *toutes choses égales par ailleurs*, nous estimons un modèle logistique ordonné sur ces deux variables. La variable latente, notée Y pourra être assimilée au niveau de vie subjectif du ménage. Nous proposons le modèles suivant :

$$Y = \beta \mathbf{1}_{Mono-activité} + \gamma \log(R) + \text{contrôles} + \epsilon \quad (2)$$

Les variables de contrôle sont celles figurant dans l'encadré 3. Dans un soucis de clarté, nous ne reportons pas tous les paramètres estimés. Les estimations figurent dans le tableau suivant :

TABLE 3 – *Impact de la mono-activité sur le niveau de vie ressenti*

Variable	Paramètres	2000-2001	2005-2006	2010-2011
AISE	$\hat{\beta}$	0.259*** (0.099)	0.104 (0.089)	0.397*** (0.112)
	$\hat{\gamma}$	-1.572*** (0.157)	-1.264*** (0.099)	-1.138*** (0.113)
	$e^{\frac{-\hat{\beta}}{\hat{\gamma}}}$	1.17	1.09	1.41
NIVEAU	$\hat{\beta}$	0.138 (0.109)	0.072 (0.100)	0.332*** (0.120)
	$\hat{\gamma}$	-1.751*** (0.142)	-1.327*** (0.117)	-1.489*** (0.116)
	$e^{\frac{-\hat{\beta}}{\hat{\gamma}}}$	1.08	1.06	1.25

Lecture : Les estimations sont issues du modèle logistique ordonné (2) sur les variables NIVEAU et AISE. Les écarts-types figurent entre parenthèses. *Toutes choses égales par ailleurs*, pour les données de 2010-2011, sur la variable AISE pour qu'un couple mono-actifs déclare un niveau de vie similaire à celui d'un couple bi-actif, il faudrait que son revenu augmente de 41%.

Champ : Couples avec enfant dont la personne de référence est âgée de plus de 25 ans et de moins de 64 ans. Pour l'enquête de 2010-2011, l'échantillon comporte 4 393 ménages pour la variable NIVEAU et 4 428 pour la variable NIVEAU. Pour l'enquête de 2005-2006, l'échantillon comporte 3 245 ménages pour la variable NIVEAU et 3 265 pour la variable NIVEAU. Pour l'enquête de 2000-2001, l'échantillon comporte 3 324 ménages pour la variable NIVEAU et 3 324 pour la variable NIVEAU.

Source : *Enquêtes Budget des Familles 2000-2001, 2005-2006 et 2010-2011*, INSEE

Contrairement au résultat attendu, l'estimation du paramètre β est toujours positive et même parfois significative, ce qui veut dire que *toutes choses égales par ailleurs* (et notamment à revenu égal!), les couples mono-actifs ressentent un niveau de vie plus faible que leurs homologues bi-actifs (le signe du paramètre β est contraire à celui du paramètre γ associé au revenu disponible du ménage). Pour expliquer ce résultat, nous pouvons formuler une hypothèse : quand ils évaluent leur niveau de vie, les couples mono-actifs se comparent le plus souvent à des couples bi-actifs dont les revenus sont par définition supérieurs (puisqu'ils disposent de deux salaires). Ils ont donc globalement l'impression que leur niveau de vie est relativement plus faible. Plus précisément si le groupe de pairs est

constitué essentiellement d'individus issus de la même classe sociale (et donc aux salaires relativement proches) alors le conjoint d'un ménage mono-actif comparera surtout son niveau de vie avec celui de ménages qui disposent de revenus supérieurs. Nous pouvons chercher à mesurer quel surplus de revenu serait nécessaire à un couple mono-actif pour qu'il déclare un niveau de vie comparable. Pour cela nous résolvons l'équation :

$$Y(Rc, \mathbb{1}_{Mono-activité} = 1) = Y(R, \mathbb{1}_{Mono-activité} = 0) \Rightarrow c = e^{\frac{-\beta}{\gamma}}$$

Les estimations obtenues sont rapportées dans le tableau 6 situé au-dessus. Les valeurs prises par ce surplus apparaissent variables d'une enquête à une autre mais elles sont dans certains cas supérieures à 20%.

6 Estimation des économies liées à la mono-activité

Nous avons vu dans la quatrième section que les différences de consommation entre couples bi-actifs et mono-actifs étaient difficiles à interpréter du fait de caractéristiques différentes des deux groupes. Dans cette section, nous cherchons à évaluer les économies permises par la mono-activité en contrôlant de ces différences. Nous proposons ici deux méthodes :

- L'estimation d'un modèle multilinéaire prenant pour variable dépendante les dépenses du ménage et comme variable explicative d'intérêt une indicatrice de mono-activité du couple.
- Une méthode de matching qui consiste pour chaque ménage mono-actif à trouver un ménage bi-actif dont les caractéristiques sociodémographiques sont similaires. Il s'agit alors de comparer leurs dépenses pour les différents postes

Finalement, il ne faudra pas oublier que si les couples mono-actifs dépensent moins et donc épargnent plus à revenu égal, cela ne pourra s'expliquer uniquement par le surplus de l'activité domestique. En effet, les revenus de ces ménages ne dépendent que d'un emploi et en conséquence leur situation économique est plus précaire impliquant probablement des comportements d'épargne différents. En particulier, le niveau de l'épargne de précaution

pourrait être supérieur à revenu égal. Il faudra alors regarder précisément sur quels postes se concentrent les économies réalisées.

6.1 L'estimation par régression multilinéaire

Si l'un des deux membres du couple ne travaille pas (le plus souvent la conjointe) on peut s'attendre à ce que certaines dépenses diminuent, car la conjointe dite «inactive» réalise ces tâches «gratuitement» pour le ménage. L'objectif consiste ici à isoler un *effet pur* de la mono-activité sur les dépenses des ménage. Pour pouvoir raisonner toutes choses égales par ailleurs, nous introduisons plusieurs variables de contrôle dont les coefficients ne sont pas reportés par soucis de clarté. Ces variables sont précisées dans l'encadré 3 intitulé. Le modèle s'écrit donc :

$$C_k = \alpha_k + \beta_k \mathbb{1}_{Mono-activité} + \gamma_k \log(R) + \delta X + \epsilon \quad (1)$$

où C_k désigne les dépenses de consommation pour le poste k . $\mathbb{1}_{Mono-activité}$ est une indicatrice de la mono-activité du couple, R renvoie au revenu disponible du ménage tandis que le vecteur X correspond à l'ensemble des variables de contrôle. Dans l'hypothèse où les gains de la mono-activité se manifestent surtout en présence d'enfant à charge, nous excluons de notre estimation les couples sans enfant à charge.

Encadré 3

DESCRIPTION DES VARIABLES DE CONTRÔLE

Afin de tenir compte de l'hétérogénéité des ménages et ainsi prévenir d'un biais de variables omises dans nos modèles, nous introduisons systématiquement des variables de contrôle :

- **Le nombre d'enfant.** La définition de celui-ci s'appuie sur les résultats d'un document de travail de l'OFCE³ : les enfants de 18 ans ou moins comptent pour 0.5 alors que les enfants âgés de plus de 18 ans comptent pour 1. Cette variable permet de bien prendre en compte la charge liée aux enfants en fonction de leur âge.
- **la présence d'enfant hors domicile.** Dans les *Enquêtes Budget des Familles* de 2000-2001 et 2005-2006, nous ne disposons que de peu d'information sur les enfants résidant hors du domicile. Or, la charge d'un enfant résidant hors domicile peut s'avérer très lourde (on pense à un étudiant par exemple) et corrélée avec la présence d'enfant relativement âgés au sein du ménage. Notre variable de contrôle est finalement une indicatrice qui vaut 1 si le ménage déclare au moins un enfant hors du domicile et que la personne de référence est âgée de 45 ans ou moins (afin d'éviter les enfants déjà indépendants).
- **le statut d'activité** de la personne de référence du ménage et de son conjoint (dans le cas des estimations sur des couples) sous la forme de cinq modalités : inactivité, en emploi, chômeur, étudiant, et retraité. La modalité d'employé sert de référence pour les modèles
- **la catégorie socio-professionnelle** de la personne de référence en six modalités : agriculteur, employé, cadre, artisan et commerçant, ouvrier et profession intermédiaire. Cette dernière est utilisée comme référence
- **le lieu de résidence** avec trois indicatrices : Paris, grande ville (le seuil a été fixé à 200 000 habitants) et petites agglomérations (moins de 200 000 habitants) et zone rurale. Cette dernière joue le rôle de référence

3. Henri Martin, Document de travail de l'OFCE

- **l'âge** avec quatre modalités sous forme de variables indicatrices : 25-29 ans, 30-39 ans, 40-49 ans et 50-64 ans. Les 40-49 ans ont été choisis comme référence
- **le statut d'occupation du logement** en quatre modalités sous forme de variables indicatrices : propriétaire qui n'a plus d'emprunt à rembourser, propriétaire qui continue à rembourser, locataire, et logé gratuitement. La première modalité constitue la référence
- **le niveau du patrimoine** en trois modalités sous la forme de variables indicatrices : inférieur à 100 000 euros, entre 100 000 et 500 000 euros (utilisée comme référence) et supérieur à 500 000 euros
- **l'évolution récente du niveau de vie** sous la forme de trois variables indicatrices (amélioration, détérioration, ou détérioration forte du niveau de vie sur les dernière années. La première indicatrice vaut 1 si le ménage déclare soit que son niveau de niveau s'est amélioré depuis 1 an soit que celui-ci s'est amélioré depuis 5 ans (ou bien les deux à la fois) et que par ailleurs ce niveau de vie ne s'est pas détérioré sur l'autre période. Les autres variables sont construites de manière similaire. La construction de ces indicatrices se référant aux variables VARIB et VARIC de l'*Enquête Budget des Familles*.

TABLE 4 – *Résultats de la régression multilinéaire du modèle avec pour variables dépendantes les différents postes de dépenses*

Dépenses	Paramètres $\hat{\beta}_k$		
	2000-2001	2005-2006	2010-2011
Alimentation	-77	55	-336*
Alcools et tabacs	-101***	-22	-47
Vêtements	-128	-132	-33
Logement	-91	-5	-59
Santé	-103	10	-77
Transport	-386	-386	429
Communications	14	-2	-93**
Loisirs et culture	-99	-301*	-405**
Enseignement	18	-205***	-48
Hôtels et restaurants	-601***	-360*	-987***
Divers	-411***	-577***	-401*
Total des dépenses	-2 088*	-1 923**	-2 060**

Lecture : Les estimations correspondent aux paramètres β_k obtenus en régressant les différentes dépenses sur le modèle (1). Il s'agit d'une régression multilinéaire. Si on regarde les données de l'enquête 2005-2006, toutes choses égales par ailleurs, les ménages mono-actifs avec enfant dépensent en moyenne 1 923 euros de moins que les ménages bi-actifs avec enfant.

Niveaux de significativité à 10% (*), 5% (**) et 1% (***)

Champ : Couples avec enfant dont la personne de référence est âgée de plus de 25 ans et de moins de 64 ans. L'échantillon compte respectivement 3 301, 3 230 et 4 379 ménages en 2000-2001, 2005-2006 et 2010-2011

Source : *Enquête Budget des Familles 2000-2001, 2005-2006 et 2010-2011*, INSEE

Pour les trois estimations, l'économie liée à la mono-activité s'élève à environ 2 000 euros annuel. Plus précisément, les gains sont sensibles pour les dépenses de loisirs, d'hôtellerie restauration et pour le poste divers qui contient notamment les frais relatifs aux gardes d'enfant (auxquels sont ajoutés notamment les services financiers, dépenses de

coiffure, et achats de bijoux). Or, pour les deux premiers postes, il s'agit de dépenses non contraintes : il semble que les couples mono-actifs réduisent leurs dépenses de loisirs afin peut être d'épargner davantage. Ainsi, les gains directs liés à la mono-activité seraient relativement limités : les gardes d'enfant ne représentent en moyenne que 500 euros par an.

6.2 L'estimation par matching

Il s'agit cette fois d'associer à chaque couple mono-actif ayant au moins un enfant à charge un couple bi-actif avec lui aussi au moins un enfant à charge. Le contrefactuel est choisi à partir de plusieurs critères :

- la variable correspondant au nombre d'enfants définie dans l'encadré *Description des variables de contrôle* pour prendre en compte la charge des enfants
- le revenu du ménage
- une indicatrice de chômage pour la personne de référence
- la catégorie socio-professionnelle en six modalités : agriculteur, employé, cadre, artisan et commerçant, profession intermédiaire, et ouvrier
- le lieu de résidence avec trois indicatrices : Paris, grande ville et province
- l'âge avec quatre modalités : 25-29 ans, 30-39 ans, 40-49 ans et 50-64 ans
- le statut d'occupation du logement en trois modalités : locataire, propriétaire, et logé gratuitement
- le niveau du patrimoine en trois modalités : inférieur à 100 000 euros, entre 100 000 et 500 000 euros et supérieur à 500 000 euros
- l'incertitude économique sous la forme d'une indicatrice qui vaut 1 lorsque l'individu juge inévitable ou très probable de perdre son emploi dans les mois qui suivent l'enquête.

L'estimateur par matching calcule alors l'*effet moyen* de la mono-activité sur les dépenses du ménage (ou Average Treatment Effect, ATE). Pour les données de 2010-2011, le matching n'étant pas de bonne qualité, nous avons décidé de ne pas présenter les résultats. Pour les données de 2005-2006, la tableau donnant la qualité du matching est joint plus bas.

TABLE 5 – *Différences de dépenses par postes de consommation entre ménages mono-actifs et ménages bi-actifs (estimation par matching)*

Dépenses	Estimateur ATE	
	2000-2001	2005-2006
Alimentation	195	202
Alcools et tabacs	-79	86
Vêtements	-153	-107
Logement	1063	56
Santé	-32	-78
Transport	-574*	-265
Communications	58	-24
Loisirs et culture	-3	-421**
Enseignement	193	-199*
Hôtels et restaurants	-381*	-519**
Divers	-389***	-768***
Total des dépenses	-102	-2037**

Lecture : La méthode utilisée est celle du matching avec le plus proche voisin. La variable dépendante est le montant des dépenses pour chaque poste. La variable de traitement est l'indicatrice de mono-activité du couple. La métrique est celle de la matrice de variance-covariance des variables sur lesquelles le matching est effectué. L'estimateur correspond à *l'effet moyen du traitement* (Average Treatment effect, ou ATE).

Niveaux de significativité à 10% (*), 5% (**) et 1% (***)

Champ : Couples avec enfant dont la personne de référence est âgée de plus de 25 ans et de moins de 64 ans. L'échantillon comporte respectivement 3 291 et 3 211 ménages en 2000-20001, et 2005-2006.

Source : *Enquête Budget des Familles 2000-20001, 2005-2006*, INSEE

L'estimation par matching va dans le sens des résultats précédents. D'une part l'essentiel des économies induites par l'inactivité de l'un des conjoints sont liées au poste *divers* et aux activités de loisirs. Les différences sont non significatives pour la plupart des

postes pour les deux périodes, et notamment le logement, l'alimentation, les vêtements, ainsi que le transport pour la période 2005-2006. D'autre part, ces économies peuvent être chiffrées aux alentours de 2 000 euros annuels. Mise à part pour le matching sur l'enquête de 2000-2001, nos estimations apparaissent relativement convergentes.

TABLE 6 – *Résultats du matching entre couples mono-actifs et couples bi-actifs*

Variables	Moyennes		Significativité
	Couples mono-actifs	Couples bi-actifs matchés	p-values
log(revenu)	10.50	10.52	0.45
N	1.21	1.24	0.39
CSP de la PR			
Agriculteur	1.3%	1.9%	0.41
Indépendant	7.6%	8.2%	0.63
Cadre	17.7%	17.3%	0.84
Profession intermédiaire	18.0%	20.3%	0.26
Employé	11.8%	12.2%	0.81
Ouvrier	35.2%	31.8%	0.17
Age de la PR			
18-29 ans	5.8%	5.4%	0.74
30-39 ans	32.1%	35.2%	0.21
40-49 ans	32.7%	32.3%	<i>réf.</i>
50-64 ans	29.4%	27.1%	0.33
Patrimoine			
Inférieur à 100 000 euros	30.2%	26.4%	0.11
Entre 100 000 et 500 000 euros	62.1%	66.3%	<i>réf.</i>
Supérieur à 500 000 euros	7.7%	7.3%	0.77
Chômage de la PR	7.3%	7.4%	0.92

Variables	Moyennes		Significativité
	Couples mono-actifs	Couples bi-actifs matchés	p-values
Occupation du logement			
Propriétaire	63.1%	70.4%	<i>réf.</i>
Locataire	33.7%	29.6%	0.09
Autre (gratuitement)	3.2%	2.8%	0.65
Lieu de résidence			
Paris	13.9%	13.3%	0.71
Grandes villes	27.6%	28.5%	0.69
Autre	58.5%	58.2%	<i>réf.</i>
Incertitude sur l'emploi de la PR	5.3%	4.9%	0.72

Lecture : PR désigne la personne de référence du ménage (le plus souvent le conjoint). Après comptabilisation de la non réponse, 1.3% des couples mono-actifs ont pour personne de référence un agriculteur. Dans l'échantillon qui a permis le matching, cette proportion est de 1.9%. La p-value du test d'égalité des moyennes est de 0.41. On ne peut donc pas rejeter l'hypothèse d'égalité de la moyenne entre les deux populations.

Champ : Couples avec enfant dont la personne de référence est âgée de plus de 25 ans et de moins de 64 ans. L'échantillon comporte respectivement 3 211 couples de l'*Enquêtes Budget des Familles 2005-2006*

Source : *Enquête Budget des Familles 2005-2006*, INSEE

7 Conclusion

En recourant à deux méthodes d'estimation différentes, l'une par régression multilinéaire, l'autre par matching il ressort qu'à revenu égal, les ménages mono-actifs dépensent en moyenne environ 2 000 euros de moins que les ménages bi-actifs par an. Néanmoins, il n'est pas certains que la totalité de cette somme soit imputable à un surplus de travail domestique : il peut également s'expliquer par des comportements d'épargne différents. En effet, le risque de chômage affecte les couples différemment selon qu'ils sont mono ou bi-actifs : les couples mono-actifs risquent en effet de se retrouver sans revenu en cas de

chômage. Ce risque peut expliquer une plus forte épargne. Si l'on se focalise sur les dépenses contraintes, alors le gain à la mono-activité apparaît très faible (environ 500 euros annuels). Le statisticien a du mal à trouver le trésor de la monoactivité.

Concernant les évaluations subjectives de niveau de vie, de façon inattendue, à revenu égal, les couples mono-actifs déclarent un niveau de vie inférieur aux couples bi-actifs. Ceci pourrait être dû au fait que les couples mono-actifs ont l'habitude de comparer leur niveau de vie avec celui de collègues (ou de profession similaire) du conjoint employé. Les mono-actifs seraient ainsi généralement insatisfaits de leur niveau de vie relatif. Le trésor de la monoactivité serait caché même à leurs yeux.

8 Bibliographie

Références

- [1] Allègre G., Bart V., Castell L., Lippmann Q. et Martin H. (2014), *Travail domestique : les couples mono-actifs en font-ils plus ? Une exploitation de l'Enquête Emploi du Temps*, Document de travail numéro 14 de l'OFCE, septembre 2014
- [2] Bellante D. et Foster A. (1984), «Working Wives and Expenditure on Services», *Journal of Consumer Research*, Numéro 11, Volume 2, pp. 700-707
- [3] Guedj H. (2013), «Le taux d'emploi des hommes et des femmes : Des écarts plus marqués en équivalent temps plein», INSEE Première, Numéro 1 462, août
- [4] Hanson S. et Ooms T. (1991) «The Economic Costs and Rewards of Two-Earner, Two Parent Families», *Journal of Marriage and the Family*, Numéro 53, pp.622-634
- [5] Hourriez J-M et Olier L. (1997), «Niveau de vie et taille du ménage : estimations d'une échelle d'équivalence», *Economie et Statistique*, Numéro 308-309-310, pp. 65-94
- [6] Lazear E. et Michael R. (1980), «Real Income Equivalence Among One-Earner and Two-Earner Families», *American Economic Review*, Numéro 70, Volume 2, pp. 203-208
- [7] Lee J., Lee S. et Chang Y., «What is the Cost of Married Women's Paid Work?», Working Paper 830, RAND Labor and Population

- [8] Perzeszty A. (1986), «Annual price survey : Family budget costs», *Supplement to Family Budget Standard*, New York : Community Council of Greater New York
- [9] Rubin K. H., Mills R. S. L. et Rose-Krasnor L. (1989), «Maternal beliefs and children's competence», dans Schneider B. H., Attili G. , Nadel J., et Weissberg R. P. (Edition), *Social competence in developmental perspective*, pp. 313-331, Dordrecht, The Netherlands : Kluwer Academic Publishers.
- [10] Stancanelli E. (2006), «Les couples sur le marché de l'emploi. Une analyse exploratoire des années récentes», *Revue de l'OFCE*, Numéro 99, pp. 235-272
- [11] Strober M. et Weinberg C. (1978), «Use of Strategies to Reduce Time Pressures : Some Non-Difference Between Working Wives and Non-Working Wives», Working Paper Numéro 465, Stanford University